

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bedrag van 362 000 000 BEF, dat uitgetrokken is op het krediet voorzien op artikel 43.08, programma 03, van organisatieafdeling 14 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001 en dat als compensatie voor de belasting op de waterwinningen wordt verleend, wordt verdeeld als volgt :

Provincie Henegouwen :	112 234 161 BEF (2.782.212,18 euro)
Provincie Luik :	34 786 702 BEF (862.339,82 euro)
Provincie Namen :	214 979 137 BEF (5.329.136,6 euro).

Art. 2. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

F. 2002 — 125

[C - 2002/27008]

6 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne, notamment les articles 2 et 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 décembre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 2 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 31.759/4, donné le 27 juin 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Par décret, on entend le décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne.

Par Administration, on entend la Division du Logement de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Les critères minimaux de salubrité visés à l'article 2, 2° du décret, sont ceux fixés à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions.

Art. 3. Les autorités ou fonctionnaires, visés à l'article 6 du décret, chargés d'établir le recensement des logements abandonnés visés à l'article 2 du même décret sont :

- soit les communes, par l'intermédiaire des agents habilités qu'elles désignent, dans l'hypothèse où elles en expriment la volonté auprès de l'Administration;

- soit, à défaut ou en cas de renonciation ou de carences, les agents de l'Administration.

Art. 4. Les autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté dressent un constat, selon les modèles établis par les Ministres ayant les Finances et le Logement dans leurs attributions et délivrés par l'Administration, établissant au sens du décret l'existence d'une ou de plusieurs situations suivantes :

1° le logement est inhabitable, en ce y compris les logements déclarés inhabitables en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale ou de l'article 7 du Code wallon du Logement;

2° le logement est inachevé;

3° le logement est inoccupé tel que défini à l'article 2, 4°, du décret.

Les consommations minimum d'eau et d'électricité visées à l'article 2, 4°, (3°) du décret sont celles fixées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 relatif à la lutte contre l'inoccupation des logements.

Le constat constitue le point de départ du délai de douze mois visé à l'article 2 du décret.

Les autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté notifient le constat par voie recommandée au titulaire du droit réel de jouissance dans les quinze jours, selon les modèles établis par les Ministres ayant les Finances et le Logement dans leurs attributions et délivrés par l'Administration.

Le titulaire du droit réel de jouissance peut faire connaître ses remarques et ses observations aux autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 5. Un contrôle est effectué au moins douze mois après l'établissement du constat visé à l'article 4 du présent arrêté.

Si, suite au contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, un second constat est dressé, selon les modèles établis par les Ministres ayant les Finances et le Logement dans leurs attributions et délivrés par l'Administration, le logement est considéré comme abandonné au sens de l'article 2 du décret.

Les autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté notifient le constat par voie recommandée au titulaire du droit réel de jouissance dans les quinze jours, selon les modèles établis par les Ministres ayant les Finances et le Logement dans leurs attributions et délivrés par l'Administration.

Le titulaire du droit réel de jouissance peut faire connaître ses remarques et ses observations aux autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 6. Un contrôle est effectué annuellement au moins douze mois après l'établissement du constat précédent.

Un nouveau constat est dressé s'il échet, selon les modèles établis par les Ministres ayant les Finances et le Logement dans leurs attributions et délivrés par l'Administration.

Les autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté notifient le constat par voie recommandée au titulaire du droit réel de jouissance dans les quinze jours, selon les modèles établis par les Ministres ayant les Finances et le Logement dans leurs attributions et délivrés par l'Administration.

Le titulaire du droit réel de jouissance peut faire connaître ses remarques et ses observations aux autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 7. Les autorités ou fonctionnaires visés à l'article 3 du présent arrêté doivent consigner les données du recensement sur le formulaire, selon le modèle établi par les Ministres ayant les Finances et le Logement dans leurs attributions, délivré par l'Administration et les expédier annuellement, en y joignant les constats et tout autre document y relatif, au Ministère de la Région wallonne - Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine - Division du Logement - au plus tard le 30 avril de l'année suivant le dernier constat.

Art. 8. Le montant de la rémunération allouée aux communes du chef de la fourniture des informations relatives au recensement est proportionnelle aux frais engagés par celles-ci.

La valeur des frais engagés est fixée à 400 euros par logement pour lequel les informations fournies donnent lieu au premier enrôlement de la taxe et à 300 euros par logement pour lequel les informations fournies donnent lieu aux enrôlements ultérieurs.

Le montant ainsi fixé est liquidé aux communes à échéances fixes les 30 juin et 31 décembre de chaque année sur la base des informations fournies dans le courant du semestre précédent.

Toutefois, le montant ainsi fixé n'est pas dû dans le cas où la commune fournit à la Région wallonne des informations contraires aux dispositions du décret du 19 novembre 1998 et du présent arrêté d'exécution, ayant pour conséquence le dégrèvement de la taxe enrôlée. La Région wallonne peut exiger le remboursement de l'indu. Elle peut aussi se prévaloir de la compensation légale dans les conditions prévues aux articles 1289 à 1299 du Code civil.

Art. 9. Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 125

[C - 2002/27008]

6. DEZEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf verwahrloste Wohnungen in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf verwahrloste Wohnungen in der Wallonischen Region, insbesondere der Artikel 2 und 6;

Aufgrund des am 14. Dezember 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 2. Mai 2000 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 27. Juni 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 31.759/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
Beschließt:

Artikel 1 - Unter Dekret versteht man das Dekret vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf verwahrloste Wohnungen in der Wallonischen Region.

Unter Verwaltung versteht man die Abteilung Wohnungswesen der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Die in Artikel 2, 2° des Dekrets erwähnten Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit sind diejenigen, die in Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen festgesetzt worden sind.

Art. 3 - Die in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Behörden und Beamten, die mit der Auflistung der in Artikel 2 desselben Dekrets erwähnten Wohnungen beauftragt werden, sind:

- entweder die Gemeinden, durch Vermittlung der von ihnen bezeichneten befugten Bediensteten, falls sie bei der Verwaltung ihren Willen dazu äußern;

- oder, mangels dessen oder bei Verzicht oder Untätigkeit, die Bediensteten der Verwaltung.

Art. 4 - Die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten nehmen gemäß den von den für die Finanzen und das Wohnungswesen zuständigen Ministern festgelegten und von der Verwaltung ausgestellten Mustern ein Protokoll auf, zur Feststellung, dass im Sinne des Dekrets ein oder mehrere der folgenden Zustände vorliegen:

1° die Wohnung ist unbewohnbar, einschließlich der aufgrund von Artikel 135 des neuen Gemeindegesetzes oder von Artikel 7 des Wallonischen Wohngesetzbuches für unbewohnbar erklärten Wohnungen;

2° die Wohnung ist nicht fertiggestellt;

3° die Wohnung steht im Sinne von Artikel 2, 4° des Dekrets leer.

Der Mindestverbrauch für Wasser und Strom im Sinne von Artikel 2, 4° (3°) des Dekrets ist derjenige, der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 zur Bekämpfung der leerstehenden Wohnungen festgesetzt worden ist.

Das Feststellungsprotokoll gilt als Ausgangspunkt für die in Artikel 2 des Dekrets erwähnte Frist von zwölf Monaten.

Die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten teilen innerhalb von fünfzehn Tagen gemäß den von den für die Finanzen und das Wohnungswesen zuständigen Ministern festgelegten und von der Verwaltung ausgestellten Mustern dem Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts das Feststellungsprotokoll per Einschreiben zu.

Der Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts kann den in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten seine Bemerkungen mitteilen.

Art. 5 - Mindestens zwölf Monate nach Aufnahme des in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Feststellungsprotokolls wird eine Kontrolle vorgenommen.

Wenn ein zweites Protokoll gemäß den von den für die Finanzen und das Wohnungswesen zuständigen Ministern festgelegten und von der Verwaltung ausgestellten Mustern infolge der in Absatz erwähnten Kontrolle aufgenommen wird, gilt die Wohnung als verwahrlost im Sinne von Artikel 2 des Dekrets.

Die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten teilen innerhalb von fünfzehn Tagen gemäß den von den für die Finanzen und das Wohnungswesen zuständigen Ministern festgelegten und von der Verwaltung ausgestellten Mustern dem Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts das Feststellungsprotokoll per Einschreiben zu.

Der Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts kann den in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten seine Bemerkungen mitteilen.

Art. 6 - Jährlich wird eine Kontrolle mindestens zwölf Monate nach Aufnahme des vorigen Feststellungsprotokolls vorgenommen.

Gegebenenfalls wird ein neues Protokoll gemäß den von den für die Finanzen und das Wohnungswesen zuständigen Ministern festgelegten und von der Verwaltung ausgestellten Mustern aufgenommen.

Die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten teilen innerhalb von fünfzehn Tagen gemäß den von den für die Finanzen und das Wohnungswesen zuständigen Ministern festgelegten und von der Verwaltung ausgestellten Mustern dem Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts das Feststellungsprotokoll per Einschreiben zu.

Der Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts kann den in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten seine Bemerkungen mitteilen.

Art. 7 - Die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Behörden oder Beamten müssen die Auflistungsangaben in das Formular gemäß den von den für die Finanzen und das Wohnungswesen zuständigen Ministern festgelegten und von der Verwaltung ausgestellten Mustern eintragen und sie dem Ministerium der Wallonischen Region - Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes - Abteilung Erbe jährlich spätestens am 30. April des Jahres, das auf das letzte Feststellungsprotokoll folgt, zusammen mit den Protokollen und sonstigen damit verbundenen Unterlagen zusenden.

Art. 8 - Der Betrag der den Gemeinden für die Lieferung der Auflistungsangaben bewilligten Vergütung ist proportional zu den von diesen ausgelegten Kosten.

Die Höhe der ausgelegten Kosten ist auf 400 Euro je Wohnung, für welche die gelieferten Informationen eine erste Eintragung der Steuer in die Heberolle zur Folge haben, und auf 300 Euro je Wohnung, für welche die erteilten Informationen spätere Eintragungen in die Heberolle veranlassen, festgesetzt.

Der so festgelegte Betrag wird den Gemeinden an festen Fälligkeitsdaten am 30. Juni und am 31. Dezember eines jeden Jahres aufgrund der im Laufe des vorigen Semesters erteilten Informationen ausgezahlt.

Jedoch wird der so festgesetzte Betrag nicht geschuldet, wenn die Gemeinde der Wallonischen Region Informationen liefert, die im Gegensatz zu den Bestimmungen des Dekrets vom 19. November 1998 und des vorliegenden Ausführungserlasses stehen und den Erlass der in die Heberolle eingetragenen Steuer zur Folge haben. Die Wallonischen Region kann die Rückzahlung der unrechtmäßig gezahlten Beträge fordern. Sie kann ebenfalls unter den in den Artikeln 1289 bis 1299 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Bedingungen den gesetzlichen Ausgleich in Anspruch nehmen.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

N. 2002 — 125

[C — 2002/27008]

6 DECEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2000;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 2 mei 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 31.759/4, gegeven op 27 juni 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. Onder decreet verstaat men het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest.

Onder Bestuur verstaat men de Afdeling Huisvesting van het Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De in artikel 2, 2°, van het decreet bedoelde minimale gezondheidsnormen zijn degene die vastgesteld zijn in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald.

Art. 3. De in artikel 6 van het decreet bedoelde organen of ambtenaren die belast worden met de telling van de in artikel 2 van hetzelfde decreet bedoelde verlaten woningen, zijn :

- hetzij de gemeenten, via de bevoegde personeelsleden die ze aanwijzen, indien ze daartoe de wil te kennen geven aan het Bestuur;

- hetzij, bij hun ontstentenis of in geval van afstand of gebreken, de personeelsleden van het Bestuur.

Art. 4. De in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren stellen een vaststelling op volgens de modellen opgemaakt door de Ministers bevoegd voor Financiën en Huisvesting en afgegeven door het Bestuur, waarbij één of verscheidene van de volgende toestanden worden vastgesteld :

1° de woning is onbewoonbaar, met inbegrip van de woningen die onbewoonbaar verklaard zijn krachtens artikel 135 van de nieuwe gemeentewet of artikel 7 van de Waalse Huisvestingscode;

2° de woning is onvoltooid;

3° de woning staat leeg, zoals bedoeld in artikel 2, 4°, van het decreet.

Het in artikel 2, 4°, (3°), van het decreet bedoelde minimale water- en elektriciteitsverbruik is hetgeen dat vastgesteld is in het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 betreffende de leegstandbestrijding.

De vaststelling is het uitgangspunt van de in artikel 2 van het decreet bedoelde termijn van twaalf maanden.

De in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren betekenen de vaststelling binnen vijftien dagen en bij aangetekende brief aan de houder van het zakelijk genotsrecht, volgens de modellen opgemaakt door de Ministers bevoegd voor Financiën en Huisvesting en afgegeven door het Bestuur.

De houder van het zakelijk genotsrecht mag zijn opmerkingen en commentaren meedelen aan de in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren.

Art. 5. Een controle wordt uitgevoerd ten minste twaalf maanden nadat de in artikel 4 van dit besluit bedoelde vaststelling werd opgesteld.

Indien een tweede vaststelling wordt opgesteld na de in het eerste lid bedoelde controle, volgens de modellen opgemaakt door de Ministers bevoegd voor Financiën en Huisvesting en afgegeven door het Bestuur, wordt de woning als verlaten beschouwd, in de zin van artikel 2 van het decreet.

De in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren betekenen de vaststelling binnen vijftien dagen en bij aangetekende brief aan de houder van het zakelijk genotsrecht, volgens de modellen opgemaakt door de Ministers bevoegd voor financiën en huisvesting en afgegeven door het Bestuur.

De houder van het zakelijk genotsrecht mag zijn opmerkingen en commentaren meedelen aan de in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren.

Art. 6. Een controle wordt jaarlijks uitgevoerd ten minste twaalf maanden nadat de vorige vaststelling werd opgesteld.

Een nieuwe vaststelling wordt in voorkomend geval opgesteld, volgens de modellen opgemaakt door de Ministers bevoegd voor Financiën en Huisvesting en afgegeven door het Bestuur.

De in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren betekenen de vaststelling binnen vijftien dagen en bij aangetekende brief aan de houder van het zakelijk genotsrecht, volgens de modellen opgemaakt door de Ministers bevoegd voor Financiën en Huisvesting en afgegeven door het Bestuur.

De houder van het zakelijk genotsrecht mag zijn opmerkingen en commentaren meedelen aan de in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren.

Art. 7. De in artikel 3 van dit besluit bedoelde organen of ambtenaren moeten de gegevens van de telling opnemen in het formulier opgemaakt door de Ministers bevoegd voor Financiën en Huisvesting en afgegeven door het Bestuur, en die jaarlijks zenden, met de vaststellingen en elk desbetreffend stuk, aan het Ministerie van het Waalse Gewest - Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium - Afdeling Huisvesting - op z'n laatst op 30 april van het jaar dat volgt op de laatste vaststelling.

Art. 8. Het bedrag van de bezoldiging toegekend aan de gemeenten wegens het verstrekken van de informatie betreffende de telling is evenredig aan de door deze vastgelegde kosten.

De waarde van de vastgelegde kosten wordt vastgesteld op 400 euro per woning waarvoor de verstrekte informatie aanleiding geeft tot de eerste inkohiering van de belasting en op 300 euro per woning waarvoor de verstrekte informatie aanleiding geeft tot de latere inkohieringen.

Het aldus vastgestelde bedrag wordt uitbetaald aan de gemeenten op vaste tijdstippen op 30 juni en 31 december van elk jaar op grond van de in de loop van het voorafgaande semester verstrekte informatie.

Het aldus verschuldigde bedrag is echter niet verschuldigd indien de gemeente informatie verstrekt aan het Gewest die tegenstrijdig is met de voorschriften van het decreet van 19 november 1998 en van voorliggend uitvoeringsbesluit en die de ontheffing van de ingekohierde belasting tot gevolg heeft. Het Waalse Gewest mag de terugbetaling vereisen van bedragen die ten onrechte werden uitgekeerd. Het mag zich ook beroepen op de wettelijke compensatie onder de voorwaarden bedoeld in artikelen 1289 tot 1299 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 6 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

F. 2002 — 126

[C - 2002/27004]

**13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés concernant la matière du logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, tel que modifié par les décrets du 18 mai 2000, du 14 décembre 2000 et du 31 mai 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la restructuration de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 3, 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 2, 7 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, l'article 2, l'article 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2001, et les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une assurance contre le risque de perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, notamment l'article 1^{er}, l'article 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 et l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non améliorable, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 3 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à l'acquisition d'un logement, notamment l'article 1^{er}, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 3 et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur des ménages en état de précarité et de personnes sans-abri, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000, et les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de l'acquisition de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'acquisition, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation d'un bâtiment améliorable pour y créer un ou plusieurs logements sociaux, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements moyens, notamment les articles 4 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements moyens, notamment les articles 4 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit, notamment l'article 4;